

Groupe de travail

Cette liste non exhaustive reprend les principaux enjeux sur⁰⁰lesquels Gauche Moderne entend positionner avec force ⁰⁰ses convictions...

L'entreprise responsable

Publié le 08 Mars 2010

Depuis la fin des années 80, avec la chute du mur de Berlin et l'accélération de la mondialisation, le monde change et il change rapidement. Comme d'autres pays, la France doit pouvoir s'adapter à ce monde nouveau marqué par une concurrence généralisée des économies et des organisations sociales, et le faire en répondant aux nouvelles attentes de nos sociétés.

Changer, réformer, c'est le seul moyen de relancer la machine du progrès social qui s'est arrêtée depuis des années dans notre pays. Les dirigeants de la gauche française ne peuvent répondre à ce besoin de changement, parce que n'ayant saisi ni le sens ni la portée des temps nouveaux, ayant perdu leurs repères, craignant de remettre en cause une vision du monde qui a fait son temps et, avec elle, les dogmes qui restent leur boussole, ils ne savent plus proposer une nouvelle route au pays.

Pourtant, nombre de militants, de sympathisants et d'électeurs seraient prêts à s'engager dans une vraie perspective de gauche, dynamique et revivifiée, si on savait comprendre leurs aspirations, répondre sans démagogie à leurs craintes et définir avec eux un chemin.

C'est le sens de la création de La Gauche Moderne, adaptation à notre époque, des aspirations et des objectifs qui ont fait la gauche depuis deux siècles : la nécessité d'une émancipation partagée, la justice et la protection sociale, la réduction des inégalités, la promotion des solidarités.

Parti politique, voulant peser dans le débat public et agir concrètement dans la vie politique de notre pays, « La Gauche Moderne » s'est engagée dans la politique de réforme qu'a choisi de mettre en œuvre le Président de la République. Elle a saisi la main tendue d'un dirigeant moderne, qui a compris cette nécessité de changement profond et qui s'appuie sur une majorité, dont il a souhaité qu'elle soit ouverte à la gauche pour le mettre en œuvre. Soutenant cette politique, La Gauche Moderne se fixe comme objectif de faire des propositions capables de dynamiser ces réformes, en les orientant dans un sens plus équitable et plus solidaire. Elle veut permettre à la politique suivie de mettre l'efficacité économique au service de la justice sociale, comme elle veut lui permettre de prendre en compte les exigences de l'environnement et les nécessités d'une coopération internationale étendue.

Le monde vit aujourd'hui une crise globale, financière mais aussi économique et donc sociale, d'une gravité sans précédent. C'est la crise d'un capitalisme financier, de plus en plus fou, qui s'est affranchi de toute prudence, de toute réglementation et s'est développé en dehors de toute intervention publique, sans autre préoccupation que celle de la rentabilité immédiate. Il a contribué à dévoyer les principes qui doivent en permettre le bon fonctionnement, à pervertir et mettre en danger l'ensemble de l'économie internationale.

Cette crise va rendre nécessaire de refonder la gouvernance de l'économie mondiale sur des règles claires et équitables, d'établir une nouvelle régulation pour protéger la planète des dangers que lui feraient courir un capitalisme irresponsable.

La chute du Mur de Berlin a mis un terme à l'illusion d'une meilleure gestion de la richesse au moyen d'une économie administrée d'en haut par un État tout-puissant. En retour, dans l'euphorie de cette victoire de l'Occident, s'est développée l'idée que l'État et la réglementation devaient être totalement évacués de la sphère économique. L'ultra-libéralisme néo-conservateur est fils de la chute du communisme. Son résultat est là. Il nous montre que la voie n'est ni dans un excès, ni dans l'autre. Nous devons trouver un équilibre entre la liberté et la réglementation qui lui permet de s'exercer, entre les nécessités du marché et les exigences de l'intérêt collectif, entre l'économique et le politique qui, sans prétendre administrer l'économie ne peut, à l'évidence, s'en désintéresser, représentant l'intérêt collectif, qui ne découle pas plus de l'addition des intérêts particuliers que du simple produit des actions des acteurs individuels. Et puis sera aussi plus nécessaire que jamais la moralisation de ce système qui ne peut fonder une efficacité à long terme sur l'ignorance absolue des principes de justice et d'équité, sur l'écrasement des plus faibles, sur des modes de rémunération extravagants, dans leurs montants, et dans le fait qu'ils ne sont basés sur aucune efficacité économique, aucune utilité sociale.

La France, l'Europe, la communauté internationale, doivent contribuer à définir les nouvelles régulations, dont tous aujourd'hui semblent comprendre la nécessité, et à leur permettre d'être mises en application. Cette volonté d'un capitalisme mieux contrôlé, correspond à l'équilibre, que nous appelons depuis longtemps de nos vœux, entre la liberté qui permet la création de richesse et la régulation qui permet l'optimisation de son utilisation. Pour apporter des solutions à cette crise, comme pour faire face à d'autres situations, ce sont les orientations que nous proposons depuis plusieurs années, compromis entre les libertés et la solidarité, les dynamiques individuelles et les régulations collectives, les initiatives de la société civile et le volontarisme de l'Etat, qui paraissent toujours les mieux adaptées.

Ce sont les orientations mêmes de ce courant qui s'est développé sous le nom de social libéralisme, et dont nous pensons que l'actualité est confirmée par la crise majeure que nous vivons.
